

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		<b>ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS</b>
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé.  Les abonnements et annonces sont payables d'avance.  La ligne ..... 80 frs  Minimum ..... 250 frs  Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum ..... 250 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	
<b>Prix du Numéro par porteur ou par Poste :</b> Togo, France et autres pays d'expression française ..... 100 frs Etranger : Port en sus					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### DECRETS

1990

19 sept. — Décret No 90-151 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono. ....	1
21 sept. — Décret No 90-152 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono. ....	2
27 sept. — Décret No 90-155 portant nomination d'inspecteurs d'Etat et d'inspecteurs d'Etat adjoints .....	2
28 sept. — Décret No 90-156 portant nomination. ....	2
3 oct. — Décret No 90-160 accordant amnistie individuelle. ....	2
3 oct. — Décret No 90-161 portant nomination. ....	3
3 oct. — Décret No 90-162 portant établissement de stations terriennes de réception directe de signaux de télévision à usage privé. ....	3
5 oct. — Décret No 90-163 portant nomination du directeur général de la SOTOCO. ....	3
5 oct. — Décret No 90-164 portant nomination du directeur régional du développement rural de la région maritime. ....	3
5 oct. — Décret No 90-165 portant nomination d'un huissier de justice dans le ressort de la Cour d'Appel de Lomé. ....	3

5 oct. — Décret No 90-166 portant nomination d'un huissier de justice dans le ressort de la Cour d'Appel de Lomé. ....	4
5 oct. — Décret No 90-167 portant nomination de conseillers à la Cour d'Appel de Lomé. ....	4
8 oct. — Décret No 90-168 portant nomination des membres de la Cour de Sécurité de l'Etat. ....	4

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### DECRETS

*DECRET n° 90-151 du 19 septembre 1990 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;  
 Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;  
 Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,*

!!

## D E C R E T E :

Article premier — A l'occasion de sa visite au Togo, M. Philippe François-Xavier De Maistre — président du conseil d'administration de l'ASECNA — est nommé Officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 septembre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-152 du 21 septembre 1990 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

## D E C R E T E :

Article premier — A l'occasion de sa visite au Togo, du 20 au 21 septembre 1990, M. Alain Décaux — ministre français chargé de la francophonie — est nommé Officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 septembre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-155 du 27 septembre 1990 portant nomination d'inspecteurs d'Etat et d'inspecteurs d'Etat-adjoints.

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 72-192 du 15 septembre 1972 instituant une inspection générale d'Etat, définissant ses structures et fixant les règles de son fonctionnement ;

Vu le décret n° 79-15 du 31 janvier 1979 réglant provisoirement la situation administrative des membres du corps de contrôle de l'inspection générale d'Etat ;

Vu le décret n° 79-17 du 31 janvier 1979 relatif aux indemnités de fonction et de véhicules à l'inspection générale d'Etat ;

Sur proposition de l'inspecteur général d'Etat,

## D E C R E T E :

Article premier — Sont déléguées dans les fonctions d'inspecteurs d'Etat :

— Mme Baeta Essigan, épouse Agokla, administrateur-civil de 2<sup>e</sup> classe

— Mlle Guidiglo Gbèmiuhèdè, administrateur-civil de 2<sup>e</sup> classe

Art. 2 — Sont délégués dans les fonctions d'inspecteurs d'Etat-adjoints :

— Mme Foly Ayoko, épouse Tindano, attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe

M. Agbehonou Komi, inspecteur des impôts de 2<sup>e</sup> classe.

Art. 3 — Le présent décret qui prendra effet pour compter de la date de signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 septembre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-156 du 28 septembre 1990 portant nomination.

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 80-156 du 21 mai 1980, portant attribution du ministre de l'information et organisation de ses services ;

Sur proposition du ministre de l'information,

## D E C R E T E :

Article premier — M. Nabédé Kégbègnou Manilèlen, rédacteur en chef n° mle 021145-K de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon est nommé directeur de cabinet au ministère de l'information.

Art. 2 — Le présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 septembre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-160 du 3 octobre 1990 accordant amnistie individuelle.

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu les articles 18, 32 et 35 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 86-2 du 21 mars 1986 portant amnistie ;

Vu le jugement n° 1-90 du 3 janvier 1990 rendu par le tribunal correctionnel de Lomé 1<sup>re</sup> chambre,

## D E C R E T E :

Article premier — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à M. Kpotivi Tèvi Djidjogbé Laclé né en 1932 à Agou (Kloto), fils de feu Laclé Djidjogbé et de Kodjosse Ablavi ancien ministre, domicilié à Lomé, condamné le 3 janvier 1990 par le tribunal correctionnel de Lomé pour complicité de délit de tentative d'escroquerie.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 octobre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-161 du 3 octobre 1990 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Vu la constitution, notamment en son article 16,*

**D E C R E T E :**

Article premier — M. Kpotivi Tèvi Djidjogbé Lacé, membre du bureau politique, secrétaire du comité de ville est nommé président du comité de suivi des décisions du 7<sup>e</sup> conseil national du Rassemblement du Peuple Togolais.

Art. 2 — Le présent décret, qui prend effet à compter du jour de sa signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 octobre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-162 du 3 octobre 1990 portant établissement de stations terriennes de réception directe de signaux de télévision à usage privé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Sur rapport du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications ;*

*Vu la constitution et notamment en son article 15 ;*

*Vu le décret n° 86-190 du 17 septembre 1986 portant création et statut de l'office des postes et télécommunications du Togo ;*

*Vu la décision n° 2-GAE-1-88-OPTT du 16 mars 1988 portant organisation de l'office des postes et télécommunications du Togo ;*

*Vu le décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établissement des postes récepteurs et émetteurs radioélectriques au Togo ;*

*Vu le code des postes et télécommunications ;*

*Le conseil des ministres entendu,*

**D E C R E T E :**

Article premier — Il est admis sur le territoire togolais, l'installation et l'exploitation de stations terriennes de réception à usage privé :

— de signaux télévisuels et

— de données (données scientifiques et informations de presse)

transmis par satellite de télécommunications du service fixe.

Art. 2 — Les stations capables de faire une émission de quelque nature que ce soit — non compris celles admises dans le cadre de la zone franche — sont exclues du champ d'application du présent décret.

Art. 3 — Les caractéristiques, les conditions financières d'exploitation et la délivrance de l'agrément aux installateurs de ces stations seront réglementées par arrêté du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications.

Art. 4 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 octobre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-163 du 5 octobre 1990 portant nomination du directeur général de la SOTOCO.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Vu la constitution, notamment en son article 16 ;*

*Sur proposition du ministre du développement rural,*

**D E C R E T E :**

Article premier — M. Sama Koffi, docteur-vétérinaire est nommé directeur général de la SOTOCO, en remplacement de M. Kambia Essobeheyi.

Art. 2 — Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 octobre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-164 du 5 octobre 1990 portant nomination du directeur régional du développement rural de la région maritime.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Vu la constitution, notamment en son article 16 ;*

*Sur proposition du ministre du développement rural,*

**D E C R E T E :**

Article premier — M. Ayassor Tchambakou ingénieur d'agriculture de 1<sup>re</sup> classe, est nommé directeur régional du développement rural de la région maritime, en remplacement de M. Koffi Sama.

Art. 2 — Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 octobre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-165 du 5 octobre 1990 portant nomination d'un huissier de justice dans le ressort de la Cour d'Appel de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Vu l'article 16 de la constitution ;*

*Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire, modifiée par la loi n° 81-3 du 30 mars 1981 ;*

*Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des magistrats qui y sont affectés ;*

*Vu l'arrêté n° 277-AP du 30 janvier 1932 portant réglementation de la profession d'huissier de justice, modifié et complété par l'arrêté n° 79-PM-MJ du 27 mars 1959 réglementant la profession d'huissier ;*

*Vu le décret n° 90-64 du 4 mai 1990 créant deux nouvelles charges d'huissier de justice dans le ressort de la cour d'appel de Lomé ;*

*Vu la requête de l'intéressé et les pièces réglementaires produites ;*

*Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,*

#### DECRETE :

Article premier — M. Klouvi Assiongbon Sogoné, diplômé de l'école nationale de procédure, établissement paritaire français — Paris, spécialisée dans la formation des futurs huissiers, ancien clerc d'huissier de justice, est nommé huissier de justice dans le ressort de la cour d'appel de Lomé et titulaire de la douzième charge d'huissier de Lomé.

Art. 2 — Il devra justifier du versement à la caisse de dépôts et consignations d'un cautionnement de cinquante mille (50.000) francs CFA avant d'être admis à prêter serment devant le tribunal de première instance de première classe de Lomé.

Art. 3 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 octobre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-166 du 5 octobre 1990 portant nomination d'un huissier de justice dans le ressort de la Cour d'Appel de Lomé.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Vu l'article 16 de la constitution ;*

*Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire, modifiée par la loi n° 81-3 du 30 mars 1981 ;*

*Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des magistrats qui y sont affectés ;*

*Vu l'arrêté n° 277-AP du 30 janvier 1932 portant réglementation de la profession d'huissier de justice, modifié et complété par l'arrêté n° 79-PM-MJ du 27 mars 1959 ;*

*Vu le décret n° 90-64 du 4 mai 1990 créant deux nouvelles charges d'huissier de justice dans le ressort de la cour d'appel de Lomé ;*

*Vu la requête de l'intéressé et les pièces réglementaires produites ;*

*Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,*

#### DECRETE

Article premier — M. Edoh Koffi Wodeba, capacitaine en droit, ancien clerc d'huissier, est nommé huissier de justice dans le ressort de la cour d'appel de Lomé et titulaire de la onzième charge d'huissier de Lomé.

Art. 2 — Il devra justifier du versement à la caisse de dépôts et consignations d'un cautionnement de cinquante mille (50.000) francs CFA avant d'être admis à prêter serment devant le tribunal de première instance de première classe de Lomé.

Art. 3 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 octobre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-167 du 5 octobre 1990 portant nominations de conseillers à la Cour d'Appel de Lomé.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire ;*

*Vu le décret n° 77-210 du 6 décembre 1977 portant statut de la magistrature ;*

*Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des magistrats qui y sont attachés ;*

*Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,*

#### DECRETE :

Article premier — Sont nommés conseillers à la cour d'appel de Lomé :

- M. Afangbedji Kaledji, magistrat du 1er grade, 1er échelon ;
- M. Tekoe Tété, magistrat du 2e grade, 3e échelon ;
- M. Beni-Locco Benivi, magistrat du 2e grade, 2e échelon.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 octobre 1990

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 90-168 du 8 octobre 1990 portant nomination des membres de la Cour de Sureté de l'Etat.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Vu l'article 16 de la constitution ;*

*Vu l'ordonnance n° 18 du 12 septembre 1970 portant création et organisation de la cour de sûreté de l'Etat et fixant la procédure à suivre devant elle ;*

*Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;*

*Le conseil des ministres entendu,*

#### DECRETE :

Article premier — Est nommé pour un an président de la cour de sûreté de l'Etat, M. Agbetomey Koukouvi, 1er vice-président du tribunal de première instance de Lomé.

Art. 2 — Sont nommés pour un an, juges titulaires à la cour de sûreté de l'Etat :

- Colonel Tépé Koffi ;
- Lieutenant-colonel Nabédé Makou Pitoyi ;
- M. Tidjani Douroudjaye ;
- M. Gbandjaba Dabre.

Art. 3 — Sont nommés pour un an, juges suppléants à la cour de sûreté de l'Etat :

- M. Tiassou Yawo Avégnon
- Mme Tchandjan Sokewo, épouse Akué
- Chef Gassou Amegan Yawo
- Commandant Ayassou M. Kodjo.

Art. 4 — Est nommé commissaire du gouvernement exerçant les fonctions du ministère public près la cour de sûreté de l'Etat, M. Assouma Abdou, procureur de la République près le tribunal de première instance de Lomé.

Art. 5 — Est nommé substitut du commissaire du gouvernement près la cour de sûreté de l'Etat, M. Amados Komi, substitut général du procureur général près la cour d'appel de Lomé.

Art. 6 — Est nommé juge d'instruction à la cour de sûreté de l'Etat, M. Kobissam Kokou San-Yéda, 2<sup>e</sup> vice-président du tribunal de première instance de Lomé.

Art. 7 — Les président et juges de la cour de sûreté de l'Etat, les magistrats du ministère public et de l'instruction, avant d'entrer en fonction, prêtent le serment déterminé par la loi, qui sera reçu par le garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 8 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 8 octobre 1990

*Général Gnassingbé EYADEMA*

